

Document de Politique INHOPP-COVID19/0001
28 mars 2020
Pour circulation

Une fenêtre d'opportunités pour le Secteur Agricole
Production alimentaire à cycle-court

Juste avant la crise du COVID19, les indicateurs étaient au rouge en Haïti. Un déficit de 15 milliards de gourdes pour le premier trimestre de l'exercice 2019-2020, un taux de change moyen de 91,87 gourdes pour un dollar américain¹, un taux d'inflation de près de 20,1%. En raison des turbulences politiques, les importations aussi bien que les exportations avaient chuté de manière significative pour ce premier trimestre. La BRH souligne une baisse de 54% des importations (estimées à 639,28 millions) par rapport au premier trimestre de l'année précédente. Les exportations à hauteur de 176 millions de dollars exhibaient une décroissance moins importante mais aussi pénalisante² de 12% par rapport au premier trimestre de l'exercice 2018-2019. Il en a résulté une baisse proportionnelle des recettes de l'Etat au regard de ses transactions avec l'extérieur. Toutefois, les valeurs absolues observées pour les recettes fiscales du premier trimestre 2018-2019 sont de 20,045 millions de gourdes et celles de 2019-2020 sont de 19,619 millions de gourdes ; ces valeurs ne reflètent pas l'effet de taux de change entre les deux périodes. Le taux de change moyen pour le premier trimestre 2018-19 était de 73,65, et de 91,87 pour le premier trimestre 2019-2020. En lissant les données pour l'effet de change, on réalise la chute réelle des recettes fiscales, en dollars des Etats Unis, entre les deux périodes. Cette opération révèle une baisse des recettes de 58.60 millions de dollars des EU entre le premier trimestre de l'exercice 2018-2019 et la même période de l'exercice 2019-2020³.

MACHINE PRODUCTIVE EN CHUTE LIBRE

Dans ce contexte très sombre, marqué de contestations politiques, le Fonds Monétaire International projetait un taux de croissance négatif de -1,2% pour l'année fiscale 2019-2020, et la Banque Mondiale, une croissance très faible de 0.9%. De fait, la machine productive extrêmement vulnérable du pays a été suffisamment ébranlée par ce choc interne que les prévisions de reprise considéraient des injections d'argent frais de 600 à 800 millions de dollars, dépendant des hypothèses⁴. Les petites et moyennes entreprises qui constituent le poumon de l'économie haïtienne, particulièrement celles du secteur service (hôtel et restaurant) ont observé impuissantes le plongeon de leurs chiffres d'affaires. Le secteur touristique

1

Comparé à 73,65 pour le premier trimestre de l'exercice précédent.

2

Compte tenu de la faiblesse persistante des exportations et du déficit chronique du compte courant de la balance des paiements.

3

Et ceci, sans tenir compte de l'effet de l'inflation qui aurait révélé la vraie valeur de la gourde de 2020 avec un taux de 20,1%

4

INHOPP : Aide-mémoire pour un programme de relance économique. 2019. INHOPP a fait des hypothèses à partir du déficit base caisse observé par la BRH, les arriérés de paiement des fonctionnaires publiques (instituteurs, personnels soignants, et engagements auprès de certaines entreprises privées nationales), besoins de financement pour la relance secteur agricole.

frappé de plein fouet a perdu la moitié de son chiffre d'affaires. Pendant des périodes longues de 3 mois, intercalées de quelques temps de répit, on observait de centres métropolitains aux arrêts complets. Selon une enquête⁵ menée par la BRH auprès des entreprises du pays, 65% ont révélé la mise en disponibilité de 10 à 25% de leurs effectifs. Il en résulte bien évidemment la difficulté pour ces entreprises de faire face à leurs obligations bancaires. De fait, le coefficient d'arréage⁶ qui oscillait entre 1.5% à 2% en 2016-2017, atteint 7,5% en 2018-2019.

La machine de production est durement frappée, et le secteur agricole n'a pas été épargné. Avec les manifestations sur les routes nationales, le problème de kidnapping contre rançon, la confiscation des gros transporteurs interdépartementaux, les centres de production agricole n'ont pu écouler leurs récoltes d'automne, et faute d'intrants (engrais et semences) induite par des circuits d'approvisionnement devenus non fiables, couplée à des déficits pluviométriques importants, la campagne agricole d'hiver n'était pas au rendez-vous, et celle de printemps gravement compromise. Au regard de ces facteurs, la CNSA⁷ avait projeté à plus de 3 millions, les personnes qui seront en besoin d'urgence alimentaire en 2020, une estimation qui a été confortée par les prévisions de l'OCHA (Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires) pour cette année⁸.

Une économie en détresse frappée par un choc externe.

C'est une économie en détresse qui est frappée par le coronavirus. D'une part, le gouvernement impose des mesures d'urgence sanitaire qui frappe de plein fouet des secteurs importants de la vie nationale. Les écoles sont fermées, les deux aéroports internationaux, celui du Cap-Haitien et de Port-au-Prince, sont fermés ; l'interdiction d'attroupement de plus de 10 personnes qui pénalise les restaurants, les spectacles ; la fermeture des usines de sous-traitance mettant à pied des dizaines de milliers d'employés ; et bien sûr, le couvre-feu de 8PM à 5AM qui paralyse les activités de nuit.

D'autre part, les vagues du choc proviennent aussi de l'international. Des mégapoles entières sont aux arrêts dans le monde avec les mesures sanitaires d'urgence : l'obligation des citoyens de rester chez eux, la fermeture des aéroports qui laissent des centaines de milliers d'avions cloués au sol, et l'annulation de milliers de vols, occasionnant des pertes énormes pour le secteur aéronautique. Un expert⁹ du secteur chiffre entre 50 et 100 milliards d'euros, les pertes que pourrait subir le secteur selon la propagation du virus. L'Italie, la France et l'Espagne sont des pays maintenant fermés sur eux-mêmes. La mauvaise nouvelle est que les Etats Unis, avec plus de 82 mille personnes infectées, deviennent le foyer le plus important de propagation du virus. Pour y faire face, des mesures sanitaires d'urgence drastiques sont envisagées avec le concours de l'armée. Des millions de gens sont obligés de rester chez eux, et les activités économiques sont au point mort. Le Bureau International du Travail ne prévoit pas moins de 25 millions de gens qui vont perdre leur emploi à travers le monde à cause de la pandémie du COVID19.

Haïti importe près de 65% de sa demande de biens de consommation de ces pays et de la République dominicaine qui vient de fermer ses frontières. Exportant seulement 1,2 milliards pour des importations de 4 milliards, l'économie haïtienne a surtout recours aux transferts sans contrepartie provenant de la diaspora pour combler les déficits de son compte courant de la balance des paiements. Avant le choc de COVID19, on observait déjà la morosité de l'économie¹⁰ et les projections de croissance négative pour 2019-20. Avec

5

Note de Politique monétaire: premier trimestre 2019-2020. www.brh.ht

6

Le ratio des prêts improductifs sur le portefeuille de prêts des banques.

7

Coordination Nationale de la sécurité alimentaire

8

Reports.unocha.org

9

COVID19: le virus coupe les ailes des avions. 5 mars 2020. Francetvinfo.fr

10

Boisson, Pierre-Marie fait état d'une réduction de 700 millions de dollars de devises entrant au pays pour la période d'avant la crise, en prenant en considération les pertes du secteur tourisme et les augmentations des transferts sans contrepartie. Doc de présentation au secteur privé, le 18 Mars 2020.

les projections de dépression économique de ces économies, deux éléments importants viendront aggraver la crise alimentaire en Haïti : a) une chute encore plus importante des entrées en devises et, b) une rareté significative en biens de consommation, compte tenu de la suspension des activités de certaines industries de production de ces biens, et les restrictions sur le transport. La OCHA prévoyait pour l'année 2020, 4,6 millions de gens en situation d'insécurité alimentaire et 2,6 millions de gens en situation d'urgence alimentaire. Au regard des conséquences du choc de COVID19, on doit s'attendre à des estimations encore plus alarmantes, si des mesures de relance ou de mitigation exceptionnelles ne sont pas envisagées.

Une fenêtre d'opportunité pour le secteur agricole.

Cependant, cet état de fait quoiqu'apparemment catastrophique peut se révéler une fenêtre d'opportunités. Il est évident que dans 3 mois ou moins, une pénurie de biens de consommation de base va se faire sentir dans le pays. Une crise d'offre aigue se profile à l'horizon. Et ceci, pour plusieurs raisons :

- La campagne agricole d'hiver 2019 perdue ;
- La campagne agricole de printemps 2020 sévèrement compromise ;
- La fermeture de la frontière haïtiano-dominicaine ; ce qui va perturber la livraison des marchandises sur le marché local;
- L'anticipation d'une diminution des flux de marchandises en provenance des Etats-Unis ; et la prévision d'un arrêt temporaire des marchandises provenant de l'Europe;
- Parmi les mesures d'urgence du gouvernement, le moratoire de 3 mois une fois échu et les subventions vont libérer un pouvoir d'achat exerçant une pression croissante sur le stock de marchandises disponible, et les maigres flux de marchandises à pouvoir entrer au pays.

Toutefois, au lieu d'avoir peur de la crise qui se profile et se confiner à des actions non durables, on peut en profiter pour donner un nouveau souffle à l'agriculture. Il est évident que les autorités monétaires et fiscales n'auront pas d'autre choix que de creuser un peu plus le financement monétaire pour faire face aux exigences actuelles. Le taux de change moyen qui est au 27 mars 2020 de 97,9362 risque de s'envoler un peu plus au-dessus de 100 gourdes pour un dollar américain dans les conditions actuelles.

La production alimentaire à cycle court

Des mesures ciblant la production à cycle court permettra d'amortir le choc prévu dans 3 mois, et du même coup, réduire la pression sur le marché des changes. Dans cet esprit, la stratégie de politique agricole ne peut se confiner à donner des semences ou des engrais à des agriculteurs non équipés, mais plutôt, prendre en compte les limites actuelles du système de production agricole, et aussi prendre en considération les mesures d'urgence pour éviter la propagation du virus. Des mesures audacieuses doivent être envisagées :

- La mécanisation, là où c'est possible, s'avère recommandée pour réduire les contacts entre les travailleurs agricoles ;
- Une bonne partie de l'offre agricole est compromise par les techniques de récolte, de conservation et de transport. Une politique agressive doit prendre en considération ces facteurs et apporter des solutions adéquates ; une attention particulière doit être portée sur les techniques de transformation qui en même temps réduisent les pertes et ajoutent une valeur aux produits agricoles ;
- Le projet conjoint USAID/MARNDR/UE, SIMA¹¹, facilite déjà la diffusion d'information adéquate sur les disponibilités en denrées de chaque région, ce qui permet une pénétration des produits dans les régions en fonction des besoins exprimés. Un plus grand effort de multiplication de ces plateformes de partage d'information constitue la clef de voute pour une valorisation plus efficace des ressources du secteur, en ces temps de crise. Il est possible d'affiner ces informations avec les méthodologies mises au point au CNIGS.

Le tableau qui suit présente les produits à cycle-court qui pourraient être considérés en fonction des potentialités des régions.

**Production alimentaire
à cycle court suivant
les zones
géographiques du
pays**



CULTURES	DEPARTEMENTS DE PRODUCTION PRIVILEGIES	PERIODE DE PLANTATION	CERTAINES INDICATIONS SUR LA DISPONIBILITE DE SEMENCES
Haricot	Dans les 10 départements et dans les zones d'altitude moyenne et de montagnes humides	Avril	Dans toutes les zones ayant des périmètres irrigués ayant eu une production d'haricot d'hiver
Pois inconnu	Nord, Nord Est, Plateau Central, Sud, Artibonite, Ouest	Avril-Mai	Dans les zones de production
Pois Congo non photo périodique	Dans les 10 départements, dans les plaines ou plateaux à altitude moyenne (ex : bas plateau central et plaine du cul de sac)	Avril- Mai- Juin	San Juan Maguana (Rep. Dom)
Pois souche (bese bas)	Bien adaptées à des zones à faible et moyen niveau de fertilité	Mai -Juin	Nord-Ouest
Calalou gombo	Dans les 10 départements au niveau des plaines et piedmont	Avril- Mai-Juin	Un peu partout mais au niveau de certains magasins 'intrants agricoles
Epinard	Dans les plaines et plateaux au niveau des 10 départements	Avril- Mai- Juin suivant les périodes de pluie	Un peu partout
Patate douce	Dans les plaines aux niveaux de 10 départements, principalement : le nord, nord-Est, Nord-Ouest, Artibonite, Sud, Nord-Ouest, Ouest	Avril-Mai	Disponible un peu partout suivant la variété
Manioc doux	Dans les 10 départements surtout au niveau des plaines à faible disponibilité en eau	Avril – Mai-Juin	Dans les 10 départements suivant la variété
Mais vert	Dans les 10 départements surtout en plaine et zones de faible altitude	Avril-Mai	Artibonite surtout : à Désarmes, Verrettes et Liancourt Sud : surtout aux Cayes et Torbeck
Sorgho à cycle court	Dans les plaines et plateaux des 10 Départements	Avril- Mai-Juin	Voir avec CHIBAS (Gael Pressoir et Kenn Michel)
Cultures maraichères	Dans les zones a altitude moyenne et haute: Morne des commissaires, Morne la Selle, Marmelade, Dondon, St Raphael	Mai- Juin-Juillet	Dans les magasins d'intrants

Stratégie Proposée

- Déclarer l'état d'urgence humanitaire pour prendre en considération des domaines d'intervention autres que le secteur santé,
- Les responsables de politique doivent réunir l'ensemble des bailleurs pour une révision des projets agricoles déjà en exécution, ceci pour une révision de portefeuille et une adaptation des activités avec les exigences du moment,
- Les responsables de politique doivent aussi réviser les crédits alloués au MARNDR pour une éventuelle rectification budgétaire,
- Pour garantir un certain niveau de production, les responsables de politique pourraient passer des contrats de production avec des groupes de producteurs organisés dans chaque département afin de garantir l'achat d'un volume de produits alimentaires qui intégrerait un programme de filets de sécurité sociale par la distribution de portion sèche. Tout en accordant un appui soutenu aux agriculteurs individuels par l'attribution de subvention des intrants (labourage, semences, boutures, fertilisants chimiques).

Ce texte de l'INHOPP a été préparé par:

Fritz A. Jean
Joanas Gué
Et commenté par
Jean François Tardieu



www.inhopphaiti.com